Vivre de son travail !

Macron et Union Européenne tueurs d'agriculteurs

jeudi 1er février 2024, par Jacques COTTA

Les manifestations d'agriculteurs mettent en lumière la crise d'ensemble du capitalisme, source de la misère qui dans le monde agricole provoque deux suicides par jour. Les agriculteurs disent en effet simplement qu'il désirent pouvoir vivre de leur travail.

Là est le point de départ de revendications qui ne peuvent que susciter sympathie et adhésion.

Ils refusent de voir entrer des marchandises source de concurrence déloyale, puisque non soumises aux mêmes normes sanitaires que celles qu'ils produisent sur le sol national. Ils ont raison.

Ils refusent ainsi la mondialisation des échanges sans contrôle, la destruction des frontières et la liquidation des nations. Ils ont encore raison.

Ils refusent de voir entériner le nouvel accord du Mercosur qui va aggraver cette situation, et ils ont à nouveau raison.

Ils demandent que leurs produits soient négociés et vendus au juste prix, et non en dessous des coûts de production, lorsque des intermédiaires se gavent sur le dos. Ils ont toujours raison.

Le nouveau jeune premier ministre, **Gabriel Attal**, assez vaseux sur ces sujets de fond, a promis une simplification des normes et un assouplissement des règles, au nom d'un libéralisme économique qui pourtant est à l'origine du mal. Mais c'est justement de normes et de règles dont ont besoin les agriculteurs pour être protégés du système capitaliste qui les condamne à disparaitre. Des règles et des normes pour s'opposer au libre échange et à la mondialisation qui provoque misère pour les producteurs, mal bouffe pour les consommateurs. Des normes et des règles jugées insupportables par les puissants lorsqu'elles sont destinées à défendre les plus faibles.

Dans les rangs du gouvernement, relayés par la plupart des médias complaisants, on tente de faire de Bruxelles le bouclier permettant de protéger le pouvoir de la colère agricole. C'est donc au niveau européen, à croire le ministre de l'agriculture **Marc Fesneau**, celui des finances **Bruno Le Maire**, ou encore **Attal** et **Macron** eux-mêmes, qu'il faudrait faire entendre la voix de la France. Outre l'aveu terrible d'abandon de souveraineté que recèle l'argument, le bien-être des français dépendant de la bonne volonté de madame **Ursula von der Leyen**, la présidente de la commission européenne, et des autres commissaires, la tromperie est flagrante. L'union européenne en effet a été érigée pour mener à bien la politique capitaliste qui pousse au désespoir des professions entières. Elle veut et ordonne toujours plus de déréglementation, de libéralisation économique que les agriculteurs subissent aujourd'hui, comme l'ont avant eux subi les travailleurs de l'industrie avec « le plombier polonais ». Cette politique est inscrite dans les gênes de l'union européenne. Vouloir en changer le cours revient à vouloir faire du feu avec de l'eau…

L'union européenne est la source du mal, la racine du problème, cela dans le domaine agricole comme dans les autres, industriels notamment. Il faut sortir de l'union européenne, et le plus tôt sera le mieux !

Il n'y a d'autre solution pour la nation française, comme pour les autres d'ailleurs, que de reprendre

sa souveraineté pleine et entière, de décider en fonction de ses propres intérêts et de négocier entre nations pour permettre à chacun de s'y retrouver. En sortant de l'union européenne, nous pourrions récupérer les fonds que nous versons, de très loin supérieurs aux subventions que nous encaissons, et pourrions décider librement de leur attribution. Les moyens d'une politique indépendante et solidaire existent. C'est la volonté qui manque.

Qu'on ne s'y trompe pas. Tous ceux qui vont entrer dans la grande foire des élections européennes, quels que soient leurs arguments, joueront le même jeu, celui que dicte Macron par exemple en prônant **la souveraineté européenne contre la souveraineté nationale.**

Les commentateurs complaisants avec le pouvoir ont mis en avant le discours d'investiture du nouveau jeune premier ministre Gabriel Attal pour tenter de désamorcer la grogne. Mais nul n'est dupe, ni sur le flou des réponses apportées, ni sur l'enfumage, ni non plus sur l'offensive terrible que prépare le pouvoir contre les agriculteurs en particulier en remettant leur avenir dans les mains de l'union européenne, contre les travailleurs en général, avec le nouveau terme à la mode de **« désmicarisation »** du travail, synonyme en réalité d'attaque contre le Smic, de baisse du salaire minimum, au nom de la défense des classes moyennes.

Nul n'est dupe non plus sur les appels à la sérénité lancés par le premier ministre, ni sur le ridicule d'une déclaration qui montre que ces gens sont prêts à tout. Dans le monde d'Attal, il n'y aurait pas à s'en faire. **« Les mentalités évoluent »** a t'il clamé, avançant pour preuve la possibilité pour le premier ministre « d'affirmer ouvertement **son homosexualité** ».

Voilà qu'à la tribune de l'assemblée nationale, l'homosexualité du premier ministre, ses pratiques sexuelles qui à priori ne regardent que lui et dont nous n'avons rien à faire deviennent un argument promotionnel.

Serait-il exagéré d'évoquer **une fracture irréductible** entre la France réelle et la petite élite parisienne au pouvoir ?

Jacques Cotta
Le 1er février 2024